



Avis de tempête dans le monde de la microfinance indienne

LEMONDE.FR | 15.11.10 | 16h13 • Mis à jour le 15.11.10 | 16h13

La semaine qui vient s'annonce difficile pour la microfinance indienne, mais aussi pour le monde de la microfinance en général. La plus grosse institution de microfinance indienne [SKS est sur la sellette](#). Suite à une vague de suicide d'emprunteuses dans la région d'Andhra Pradesh qui a le plus fort taux d'institutions de microfinance, le gouvernement local a promulgué une loi visant à condamner lourdement le "harcèlement" des agents de crédit envers les emprunteurs. La semaine dernière le leader du 2^e parti politique de l'Etat d'Andhra Pradesh – le TDP (30 % des sièges) – a appelé les emprunteurs à suspendre ses remboursements aux institutions de microfinance jusqu'à ce que le gouvernement ait pris des mesures significatives contre le "harcèlement" des agents de crédit envers la population.

C'est la première fois qu'un parti politique appelle au non-remboursement et cet appel vise plus particulièrement les deux plus grosses et plus connues institutions de microfinance d'Inde : SKS et Spandana. Elles sont accusées de pratiquer des taux d'intérêt "usuraires" et de pousser au suicide les pauvres femmes qui n'arrivent pas à rembourser.

Cette affaire fait suite à une nouvelle vague de suicide (la précédente date de 2006) de femmes emprunteuses début octobre.

Cet appel risque de mettre à mal l'ensemble du secteur et, surtout, elle ternit l'image de la microfinance. Mais la "mariée était-elle trop belle" ? L'image du microcrédit vendue non seulement par SKS mais par l'ensemble des grandes organisations de microcrédit a de quoi séduire : investir dans une institution de microfinance donne une rentabilité des capitaux propres de plus de 20 %, un remboursement des prêts à 99 % et tout cela en permettant aux pauvres, et en particulier aux femmes, de créer leurs propres entreprises.

Ce type de placement a intéressé les établissements financiers. Il est à la fois très rentable et "éthique" : de quoi redorer l'image des banques et de la finance mise en cause par la crise. Mais derrière cette image se cache une réalité beaucoup moins séduisante : celle de crédits à la consommation, de pratique de cavalerie et, *in fine*, un surendettement.

Le crédit à la consommation. Depuis des années, le microcrédit est présenté comme destiné à financer la création de micro-entreprises par des familles pauvres. Des recherches approfondies sur l'utilisation du crédit et le mode de gestion de ces crédits, notamment par une équipe IRD - Cirad (Institut de recherche pour le développement et Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) ont mis en évidence que près de huit prêts sur dix sont utilisés comme crédits à la consommation, pour des dépenses de santé, pour l'habitat ou pour des dépenses d'éducation. Il est indéniable que ces affectations sont utiles voire cruciales pour ces familles dans un contexte de financiarisation généralisée. Mais elles ne génèrent pas les ressources qui permettraient de rembourser les prêts. Cette facilité de crédit offerte et officieusement tolérée par les agents de crédit payé en fonction du nombre de crédit placé pousse les familles (et souvent des femmes illettrées) à s'endetter. On voit de plus en plus d'entreprises s'associer aux institutions de microfinance pour proposer à la fois un produit de consommation et le crédit correspondant. Ceci montre bien toute l'ambiguïté de cette forme de microcrédit.

La cavalerie. Ne pas rembourser un crédit exposerait une famille à perdre sa crédibilité auprès des prêteurs et donc à se couper de toute autre source de crédit. Par contre, rembourser en temps et en heure permet de souscrire à un nouveau crédit. Les familles ont accès non seulement à plusieurs organismes de microcrédit (le secteur est tellement "rentable" que plusieurs institutions proposent des prêts), mais les familles connaissent une variété de prêteurs privés informels. Elles empruntent à l'un pour rembourser l'autre, ce qui leur permet de rester "crédibles". Cette cavalerie bénéficie souvent de la complicité des agents de crédit, rémunérés en partie au nombre de crédits placés et aux performances de remboursement. Très souvent ces agents proposent aux familles de payer les

dernières traites avec un nouveau crédit. Ce qui permet d'afficher 100 % de remboursement et d'augmenter le nombre et le volume des crédits placés.

Le surendettement. Pour rassurer les investisseurs on assiste à la mise en place de "centrales de risques" chargées de vérifier que les clients ne prennent pas plusieurs crédits auprès de différents organismes. Mais cette mesure reste symbolique et inefficace quand, dans un climat de très forte concurrence, les organismes eux-mêmes sont réticents à partager leurs fichiers. Le contrôle de l'identité de l'emprunteur est souvent extrêmement complexe dans des milieux pauvres et peu institutionnalisés. Le recensement des prêts du secteur informel est évidemment impossible. Les populations pauvres à qui l'on propose de façon insistante des prêts se laissent séduire et progressivement s'endettent au-delà du raisonnable. Les traites s'accumulent et les taux d'intérêt de 24 à 36 % dans le meilleur des cas ne font qu'accélérer le surendettement. De tous les prêteurs c'est celui qui saura exercer la plus forte pression, psychologique ou sociale, qui sera remboursé le premier. D'où des suicides quand la pression devient trop forte.

L'institution SKS (mise en cause dans l'affaire des suicides) constitue largement une spéculation sur une solvabilité fictive de ces emprunteurs. Elle a été introduite en bourse en août dernier ce qui lui a permis d'augmenter le nombre et le volume des crédits placés et par là même d'alimenter ce mécanisme de cavalerie. Elle a aussi renforcé sa crédibilité générale mais cela l'a obligé d'être plus "brutale" pour garder des taux de remboursement et rassurer les investisseurs. Son développement n'a fait qu'accélérer les conditions d'éclatement d'une "bulle" que le Maroc ou le Nicaragua ont connue il y a peu.

Face à ce risque de bulle spéculative, il est indispensable de freiner l'engouement des médias et de la finance pour un microcrédit présenté une nouvelle fois comme un produit miracle pour lutter contre la pauvreté. Mais d'un autre côté, il y a lieu également de freiner une défiance généralisée vis-à-vis de ces institutions, défiance qui a fait perdre aux actions SKS 30 % de leur valeur en un mois. La microfinance constitue un outil utile et nécessaire, à condition de s'en servir avec prudence et sérieux, et d'en mesurer l'impact réel afin que demain les déceptions qui ne manqueraient pas de monter fassent que le bébé ne soit pas jeté avec l'eau du bain. Les pauvres ont besoin de ces crédits, mais ils ont besoin aussi qu'on les aide à les gérer.

Marc Roesch, chercheur au Centre international de recherche agronomique pour le développement, spécialiste de la microfinance en zone rurale ; **Isabelle Guérin et Solène Morvant**, chercheurs au laboratoire Sociétés et développement à l'université Paris-I Sorbonne, Institut de recherche pour le développement. Isabelle Guérin a publié *Unfree labour* (Oxford University Press) ; **Jean-Michel Servet**, professeur à l'Institut des hautes études internationales et du développement. Il a publié *Le grand renversement. De la crise au renouveau solidaire* (Paris, Desclée de Brouwer)

Marc Roesch, Isabelle Guérin et Solène Morvant, chercheurs et Jean-Michel Servet, professeur